PHILIPPE DEPREUX

DÉFENSE D'UN STATUT ET CONTESTATION D'UN MODÈLE DE SOCIÉTÉ

Conjuration, révolte et répression dans l'Occident du Haut Moyen Âge

La plupart des révoltes du Haut Moyen Âge dont on connaît bien les protagonistes sont des mouvements nobiliaires – ou, pour le moins, des actions ourdies par des membres de l'aristocratie – destinés à défendre un statut. Tel est, par exemple, le cas de la révolte de Louis le Jeune contre Louis le Germanique, en 866, qui – aux dires d'Hincmar de Reims – eut lieu à l'instigation de grands que le roi avait privés de leurs *honores* pour infidélité¹. Le prince, à qui son père avait promis l'année précédente un lot constitué de la Franconie, de la Thuringe et de la Saxe, craignait apparemment d'être lésé au profit de son frère, Carloman: pour défendre sa cause, il s'entoura d'importants personnages que son père avait révoqués pour avoir tenté d'instrumenter les Wendes contre lui (tel fut le cas, en 865, du comte Werner [II]², qui administrait la marche entre Enns et Wienerwald³) ou pour avoir failli à leur devoir de fidélité (comme ce fut notamment le cas, en 861, des Conradiens, Uto et Bérenger, fils du comte Gebhard⁴) et il leur promit de les rétablir dans leur fonctions, ainsi que

¹ Annales de Saint-Bertin, éd. par † Félix GRAT, Jeanne VIEILLARD, Suzanne CLÉMENCET, avec une introduction et des notes par † Léon LEVILLAIN, Paris 1964, p. 131 (a. 866): *Hludouicus, Hludouici Germaniae regis filius, consilio Vuarnarii ac ceterorum, a quibus pater eius propter infidelitatem suam honores tulit, rixam contra patrem suum mouit...* Sur Louis le Jeune, cf. Johannes FRIED, König Ludwig der Jüngere in seiner Zeit. Zum 1100. Todesjahr des Königs, dans: Geschichtsblätter Kreis Bergstraße 16 (1983), p. 5–26.

² Annales Fuldenses sive Annales regni Francorum orientalis, éd. par Friedrich KURZE, Hanoovre 1891 (MGH, SS rer. Germ., 7), p. 63 (a. 865).

³ Sur ce personnage, cf. Michael MITTERAUER, Karolingische Markgrafen im Südosten. Fränkische Reichsaristokratie und bayerischer Stammesadel im österreichischen Raum, Vienne 1963 (Archiv für österreichische Geschichte, 123), passim (sur sa déposition en 865, cf. p. 163). De manière assez peu convaincante, Adelheid KRAH, Absetzungsverfahren als Spiegelbild von Königsmacht. Untersuchungen zum Kräfteverhältnis zwischen Königtum und Adel im Karolingerreich und seinen Nachfolgestaaten, Aalen 1987 (Untersuchungen zur deutschen Staats- und Rechtsgeschichte, NF, 26), p. 203, doute de la pertinence de cette identification.

⁴ Annales de Saint-Bertin (voir n. 1), p. 85 (a. 861); Annales Fuldenses (voir n. 2), p. 55 (a. 861). Sur ces événements, cf. KRAH, Absetzungsverfahren (voir n. 3), p. 197–202.

le note l'auteur des »Annales de Fulda«⁵. Ce qui était en jeu n'était toutefois pas toujours la récupération de fonctions dont on avait été déchu – ou d'héritages dont on se considérait lésé, comme Godefroi III le Barbu à propos du duché de Basse-Lotharingie à la mort de son père, Gothelon I, en 1044, puis de son frère, Gothelon II, deux ans plus tard⁶. Il pouvait en effet aussi s'agir du maintien d'un certain niveau social dans les nominations aux charges. Ainsi, lorsque Charles le Gros déposa Gui II de Spolète et d'autres, la distribution des *beneficia* tenus par leurs ancêtres s'avéra un ferment de révolte, car l'empereur était censé avoir privilégié des personnes de moindre extraction⁷. Quoi qu'il en soit, les personnes impliquées dans les révoltes du Haut Moyen Âge sont très rarement caractérisées socialement par les historiens de leur temps⁸.

⁵ Annales Fuldenses (voir n. 2), p. 64–65 (a. 866): *Hludowicus Hludowici regis filius graviter ferens, quod rex quaedam beneficia illi subtrahens Carlmanno fratri suo reddidit, patri molestus efficitur. Nam nuntiis per universam Thuringiam et Saxoniam missis, quoscumque potuit, ad se traxit et contra regem rebellare disposuit; Werinharium quoque, Utonem et Berengarium comites a patre suo depositos suis adhibens consiliis pristinam eis dignitatem se restitutum esse promisit*. Sur cette source, cf. en dernier lieu Heinz LÖWE, *Die Karolinger vom Vertrag von Verdun bis zum Herrschaftsantritt der Herrscher aus dem sächsischen Hause. Das ostfränkische Reich*, Weimar 1990 (WATTENBACH-LEVISON, *Deutschlands Geschichtsquellen im Mittelalter*, 6), p. 671–687; Franz STAAB, *Klassische Bildung und regionale Perspektive in den Mainzer Reichsannalen* (sog. *Annales Fuldenses*) als Instrumente der geographischen Darstellung, der Bewertung der Regierungstätigkeit und der Lebensverhältnisse im Frankenreich, dans: Claudio LEONARDI (dir.), *Gli umanesimi medievali*, Florence 1998, p. 637–668.

⁶ Egon BOSHOF, *Lothringen, Frankreich und das Reich in der Regierungszeit Heinrichs III.*, dans: *Rheinische Vierteljahrsblätter* 42 (1978), p. 63–127.

⁷ Annales Fuldenses (voir n. 2), p. 100 (a. 883): *Imperator omne tempus aestivum mansit in Italia animosque optimatum regionis illius contra se concitavit. Nam Witonem aliosque nonnullos exauctoravit et beneficia, quae illi et patres et avi et atavi illorum tenuerant, multo villioribus dedit personis. Quod illi graviter ferentes pari intentione contra eum rebellare disponunt, multo etiam plura, quam ante habuerant, sibi vindicantes*. À ce propos, cf. KRAH, *Absetzungsverfahren* (voir n. 3), p. 172. Gui II de Spolète entra en grâce auprès de l'empereur lors de l'assemblée tenue à Pavie le 7 janvier 885. Sur le retentissement de la déposition du duc de Spolète, en 883, et sur le soutien dont il jouissait au sein de l'aristocratie, cf. Eduard HLAWITSCHKA, *Franken, Alemannen, Bayern und Burgunder in Oberitalien (774–962)*, Fribourg/Brisgau 1960 (*Forschungen zur oberrheinischen Landesgeschichte*, 8), p. 72; ID., *Die politischen Intentionen der Widonen im Dukato von Spoleto*, dans: *Atti del 9° Congresso internazionale di studi sull'alto medioevo*, t. 1, Spolète 1983, p. 123–147, ici p. 143; ID., *Die Widonen im Dukato von Spoleto*, dans: *Quellen und Forschungen aus italienischen Archiven und Bibliotheken* 63 (1983), p. 20–92, ici p. 86–87.

⁸ C'est ainsi que l'appréciation d'Adalbert, le continuateur de Réginon, à propos des alliés de Liudolf, en 953, est peu commune, cf. *Reginonis abbas Prumiensis Chronicon cum continuatione Treverensi*, éd. par Friedrich KURZE, Hanovre 1890 (MGH SS rer. Germ., 50), p. 166 (*continuatio*, a. 953): *Redeunte enim illo de Alsatia et Inglinheim pascha celebraturo Liudolfus filius eius et Cuonradus dux nequam fautoribus et maxime iuvenibus et de Francia et de Saxonia et de Bawaria sibi coadunatis conspiraverant...*

Bien que les mouvements insurrectionnels d'entre le VIII^e et le XI^e siècle aient intéressé certains historiens, c'est essentiellement à propos des groupements de personnes – voire de certaines stratégies de négociation politique – au sein de l'élite politique que portent les travaux menés indépendamment de l'apologie de la lutte des classes⁹ (en la matière, l'action des fils de rois, en raison de leur statut privilégié au sein de l'aristocratie et de leur rôle en matière de gouvernement, nécessite une attention particulière¹⁰). En revanche, l'on s'est fort peu interrogé sur la valeur de l'acte de révolte en tant que marqueur social et sur la possibilité de distinguer une hiérarchie sociale dans le recours à la révolte et sa répression. L'on voudrait ici poser quelques jalons en ce sens. Pour ce faire, deux événements serviront de points de référence: il s'agit de deux mouvements de révolte ayant agité la Saxe et la Thuringe, d'une part sous le règne de Charlemagne, en 785 (le meneur est connu nommément: Hardrad), et d'autre part la révolte des »Stellinga«, à la faveur des troubles qui marquèrent la fin du règne de Louis le Pieux et les années de guerre civile ouvertes par sa mort (vers 841/842). Les pages qui suivent se veulent notamment une contribution quant aux critères d'analyse du statut social des protagonistes. Pour cela, il convient de s'interroger tout d'abord sur ce qu'on peut tirer à ce propos des sanctions infligées aux acteurs de révoltes.

⁹ Cf. notamment Karl BRUNNER, *Oppositionelle Gruppen im Karolingerreich*, Vienne 1979 (Veröffentlichungen des Instituts für Österreichische Geschichtsforschung, 25); Franz-Reiner ERKENS, *Fürstliche Opposition in ottonisch-salischer Zeit. Überlegungen zum Problem der Krise des frühmittelalterlichen deutschen Reiches*, dans: *Archiv für Kulturgeschichte* 64 (1982), p. 307–370; Gerd ALTHOFF, *Königsherrschaft und Konfliktbewältigung im 10. und 11. Jahrhundert*, dans: *Frühmittelalterliche Studien* 23 (1989), p. 265–290. L'approche institutionnelle est en revanche plus ancienne, cf. Fritz KERN, *Gottesgnadentum und Widerstandsrecht im früheren Mittelalter. Zur Entwicklungsgeschichte der Monarchie*, Leipzig 1914, Darmstadt ²1954.

¹⁰ Sur les rapports – parfois tendus – entre les rois carolingiens et leurs héritiers, cf. Rudolf SCHIEFFER, *Väter und Söhne im Karolingerhause*, dans: ID. (dir.), *Beiträge zur Geschichte des Regnum Francorum. Referate beim Wissenschaftlichen Colloquium zum 75. Geburtstag von Eugen Ewig*, Sigmaringen 1990 (Beihefte der Francia, 22), p. 149–164, aux p. 161–162. Sur le rôle politique des enfants royaux, cf. Brigitte KASTEN, *Königssöhne und Königsherrschaft. Untersuchungen zur Teilhabe am Reich in der Merowinger- und Karolingerzeit*, Hanovert 1997 (MGH, Schriften, 44). La révolte pouvait relever d'une stratégie de négociation en vue d'une association plus étroite au gouvernement, cf. FRIED, *König Ludwig der Jüngere* (voir n. 1), p. 9. L'issue favorable n'était toutefois pas toujours garantie, comme l'illustre par exemple la révolte de Liudolf contre Otton I^{er} qui a récemment fait l'objet d'un réexamen par Adelheid KRAH, *Der aufständische Königssohn. Ein Beispiel aus der Ottonenzeit*, dans: *Mitteilungen des Instituts für Österreichische Geschichtsforschung* 114 (2006), p. 48–64.

La valeur de la sanction

Parmi les textes normatifs du Haut Moyen Âge, l'édit de Rothari (643) réprime la révolte de manière particulièrement sévère : l'article premier prévoit en effet que tout complot contre le roi serait puni de mort et que les biens du coupable seraient confisqués¹¹ ; entre autres crimes sanctionnés par la peine capitale, ce code juridique prévoit aussi de manière explicite la sédition contre celui qui conduit l'armée¹². Il n'en allait pas différemment à Byzance, où le complot contre l'empereur, compris comme une atteinte à l'encontre de la communauté politique tout entière, pouvait également être puni de mort¹³. En ce qui concerne l'espace carolingien, c'est dans les mesures prises par Charlemagne pour soumettre les Saxons que la contestation de l'ordre établi – quelle que soit la forme qu'elle pouvait revêtir – est le plus explicitement assimilée à un acte de rébellion contre le pouvoir franc et, par conséquent, sanctionnée par la mort¹⁴. La gradation des sanctions en fonction du statut de la victime ou du coupable est un principe bien connu du droit dit »barbare«¹⁵ – dans le cas du droit des Saxons, on observe ainsi une augmentation de la peine proportionnelle à l'élévation du coupable dans l'échelle sociale, qui souligne le caractère exemplaire du comportement des membres de l'élite¹⁶. La documentation du Moyen Âge tardif nous permet, au contraire des sources relatives au Haut Moyen Âge¹⁷, d'observer une certaine souplesse dans l'application des peines, en fonction notamment de l'origine du coupable (ainsi, on a tendance à se

¹¹ Claudio AZZARA, Stefano GASPARRI (éd.), *Le leggi dei Longobardi. Storia, memoria e diritto di un popolo germanico*, Milan 1992, p. 14 (c. 1).

¹² *Ibid.*, c. 6.

¹³ *A Manual of Roman Law: the Ecloga Published by the Emperors Leo III and Constantine V of Isauria at Constantinople A.D. 726*, trad. par Edwin Hanson FRESHFIELD, Cambridge 1926, p. 106 (XVII, c. 3).

¹⁴ *Capitularia regum Francorum*, t. 1, éd. par Alfred BORETIUS, Hanovre 1883 (MGH, *Capitularia regum Francorum*, 1), p. 68–69 (n° 26, c. 3–13).

¹⁵ Sur les distinctions sociales, cf. Harald SIEMS, *Studien zur Lex Frisionum*, Ebelsbach 1980 (*Abhandlungen zur rechtswissenschaftlichen Grundlagenforschung*, 42), p. 287–297 ; Hermann NEHLSSEN, *Entstehung des öffentlichen Strafrechts bei den germanischen Stämmen*, dans : Karl KROESCHELL (dir.), *Gerichtslaube-Vorträge. Freiburger Festkolloquium zum fünfundsiebzigsten Geburtstag von Hans Thieme*, Sigmaringen 1983, p. 3–16.

¹⁶ Cf. Philippe DEPREUX, »Qu'unis aux Francs, ils ne forment plus qu'un peuple avec eux« : l'intégration de la Saxe au monde carolingien – entre traditions juridiques et mémoire historiographique, dans : ID. (dir.), *L'Occident chrétien et ses marges : mission, confrontation culturelle et changement social au Moyen Âge* (sous presse).

¹⁷ Indépendamment des différences possibles entre les divers droits exprimés par les lois attachées au nom de tel ou tel peuple quant au caractère explicite de la sanction frappant celui qui conteste l'autorité du souverain et complotte contre lui, c'est principalement dans la manière d'exécuter (ou pas) la sanction que l'on pourrait espérer – si l'on disposait de la documentation adéquate – cerner une différenciation sociale.

montrer plus sévère à l'égard d'un forain¹⁸; en revanche, l'appartenance à la communauté incite à la clémence). À l'échelle du Haut Moyen Âge et en ce qui concerne l'histoire politique, on peut pour le moins transposer ce phénomène en évoquant la proximité du prince. En effet, il existe une véritable économie de la grâce royale ritualisée par ce qu'on a pu appeler le «privilege de la *deditio*», c'est-à-dire la faculté reconnue à certains de faire reddition de manière honorable¹⁹. Il semble évident qu'en matière de répression des actes séditieux, il y avait deux poids et deux mesures, en fonction de l'identité des protagonistes (ainsi, en 941, Otton fit décapiter certains des Saxons qui s'étaient associés à la révolte de son frère, Henri, duc de Bavière, mais il fit seulement interner ce dernier à Ingelheim²⁰; au témoignage de Widukind de Corvey, douze ans plus tard, Otton se fit livrer les alliés de son fils Liudolf car il ne pouvait punir ce dernier à la mesure de sa faute²¹).

Peut-on exploiter les allusions aux diverses sanctions comme l'indice de l'origine sociale des protagonistes? Les sources font, en effet, parfois état de plusieurs modes d'exécution lors de condamnations à mort. Tel est notamment le cas de l'auteur de la version remaniée des «Annales royales» à propos de la révolte de Pépin le Bossu, le fils aîné que Charlemagne avait eu d'une concubine. L'auteur, qui interprète cette «conjuratio»²² comme une réaction à la politique suscitée par la cruauté de la reine Fastrade, affirme que les meneurs – les *auctores coniurationis* – furent, les uns tués par le glaive (*gladio caesi*) et les autres, pendus au gibet (*patibulis suspensi*)²³. L'auteur des «Annales de

¹⁸ Gunter GUDIAN, Geldstrafrecht und peinliches Strafrecht im späten Mittelalter, dans: Hans-Jürgen BECKER et al. (dir.), Rechtsgeschichte als Kulturgeschichte. Festschrift für Adalbert Erler zum 70. Geburtstag, Aalen 1976, p. 273–288.

¹⁹ Gerd ALTHOFF, Das Privileg der *deditio*. Formen gütlicher Konfliktbeendigung in der mittelalterlichen Adelsgesellschaft, dans: Otto Gerhard OEXLE, Werner PARAVICINI (dir.), Nobilitas. Funktion und Repräsentation des Adels in Alteuropa, Göttingen 1997 (Veröffentlichungen des Max-Planck-Instituts für Geschichte, 133), p. 27–52; rééd. dans: ID., Spielregeln der Politik im Mittelalter. Kommunikation in Frieden und Fehde, Darmstadt 1997, p. 99–125.

²⁰ Reginonis chronicon (voir n. 8), p. 162 (*continuatio*, a. 941); les noms de ceux qui furent exécutés sont énumérés dans: Annales Quedlinburgenses, éd. par Martina GIESE, Hanovre 2004 (MGH SS rer. Germ., 72), p. 463 (a. 941). À propos de cette révolte, cf. Karl J. LEYSER, Rule and Conflict in an Early Medieval Society. Ottonian Saxony, Londres 1979, p. 32–42.

²¹ Die Sachsengeschichte des Widukind von Korvey, éd. par Paul HIRSCH, Hans-Eberhard LOHMANN, Hanovre 1935 (MGH, SS rer. Germ., 60), p. 114 (III, c. 18): *Rex autem non inveniens quomodo meritis poenas filio inferret, fautores insidiarum exposulat.*

²² Annales regni Francorum inde ab a. 741 usque ad a. 829 qui dicuntur Annales Laurisenses maiores et Einhardi, éd. par Friedrich KURZE, Hanovre 1895 (MGH SS rer. Germ., 6), p. 90 (a. 792): (leçons D et B3: *Coniuratio contra regem a filio eius Pippino facta, detecta et compressa est.*) *Eodem anno nullum iter exercitale factum est.*

²³ Ibid., p. 91–93 (version remaniée, a. 792): *Rege vero ibidem aetatem agente facta est contra illum coniuratio a filio suo maiore, nomine Pippino, et quibusdam Francis, qui se crudelitatem Fastradae reginae ferre non posse adseverabant atque ideo in necem regis conspiraverant. Quae cum per Fardulfum Langobardum detecta fuisset, ipse ob meritum*

Fulda» évoque trois sanctions différentes: la mort, l'exil et l'aveuglement²⁴ (quant à Pépin, il avait été exilé à Prüm). Or Éginhard affirme que le Pépin le Bossu s'était allié aux *primores Francorum*²⁵. On ne saurait donc, en l'occurrence, établir de distinction sociale entre les divers conjurés et il semble plus prudent d'abandonner cette piste, d'autant plus que l'auteur de la version remaniée des »Annales royales« avance le degré d'implication dans la révolte comme critère dans le choix de la sanction, en distinguant entre la faute par action et la faute en pensée: à l'en croire, la mort par le glaive aurait sanctionné les coupables de lèse-majesté alors que le gibet aurait servi à punir ceux jugés coupables d'avoir conçu un tel crime (*ob meditatatum scelus*). En revanche, Lampert de Hersfeld prétend que, dans les années soixante du XI^e siècle, l'abbé de Fulda avait puni selon leur origine sociale (*pro natalium suorum claritate vel obscuritate*) les moines qui s'étaient révoltés – or l'annaliste affirme que l'on avait procédé en déférant l'affaire au jugement des laïcs et que l'abbé sévit *laicorum iurisdictionem secutus*²⁶: force est donc de prendre acte de cette possibilité de différenciation sociale, sans pour autant être en mesure de lui reconnaître un caractère systématique.

La révolte du comte Hardrad (785)

C'est dans les »Annales Fuldenses antiquissimi«, datant des années quatre-vingt-dix du VIII^e siècle²⁷, qu'on trouve l'une des plus anciennes mentions –

fidei servatae monasterio sancti Dionysii donatus est, auctores vero coniurationis ut rei maiestatis partim gladio caesi, partim patibulis suspensi ob meditatatum scelus tali morte multati sunt.

²⁴ Annales Fuldenses (voir n. 2), p. 12 (a. 792): *Coniuratio Pippini contra patrem facta in Baioaria cito detecta et compressa est, auctoribus factionis partim morte partim exilio et caecitate damnatis.*

²⁵ Éginhard, Vie de Charlemagne, éd. et trad. par. Louis HALPHEN, Paris 1938 (Les classiques de l'Histoire de France au Moyen Âge), p. 62 (c. 20): *Erat ei filius nomine Pippinus ex concubina editus, cuius inter ceteros mentionem facere distuli, facie quidem pulcher, sed gibbo deformis. Is, cum pater bello contra Hunos suscepto in Baioaria hiemaret, aegritudine simulata, cum quibusdam e primoribus Francorum, qui eum vana regni promissione inlexerant, adversus patrem coniuravit. Quem post fraudem detectam et damnationem coniuratorum detonsum in coenobio Prumia religiosae vitae iamque volentem vacare permisit.*

²⁶ Lampert von Hersfeld, Annalen, éd. par Oswald HOLDER-EGGER, trad. par Adolf SCHMIDT, commentaire Wolfgang D. FRITZ, Darmstadt 1957 (Ausgewählte Quellen zur deutschen Geschichte des Mittelalters, 13), p. 86. À ce propos, cf. la contribution de Steffen PATZOLD dans ce volume, p. 75–92.

²⁷ Richard CORRADINI, The Rhetoric of Crisis. *Computus* and *Liber annalis* in Early Ninth-Century Fulda, dans: ID., Max DIESENBERGER, Helmut REIMITZ (dir.), The Construction of

fort laconique, au demeurant – de Hardrad: il y est simplement dit que ce dernier – évoqué sans aucun titre – et d'autres furent exilés (*Hartrat et ceteri exiliantur*²⁸). Cette allusion souligne l'intérêt, pour la communauté de Fulda mais aussi pour tout le *regnum Francorum*²⁹, de cet événement dont il n'est pas explicitement rendu compte.

Au contraire, on dispose d'une description substantielle de la révolte ourdie par les Thuringiens dans la source connue sous le nom d'«Annales Nazariani» (la version des «Annales alémaniques» ou «Annales de Murbach» du manuscrit Palat. 966 de la Bibliothèque Apostolique Vaticane, qui avait appartenu à l'abbaye de Lorsch³⁰), dont la rédaction n'est pas poursuivie au-delà de 791; il s'agit d'un texte difficile à interpréter, mais qu'il convient d'analyser en détail. Il n'y est pas fait mention du statut social des conjurés désignés de manière générique comme les *Thuringhi*, les «Thuringiens». Ces derniers sont censés avoir conçu le projet (*consilium fecerunt*) de tuer Charlemagne ou, pour le moins, de ne plus lui obéir. Ayant eu vent de la chose, Charlemagne n'aurait pas jugé opportun d'intervenir immédiatement. C'est toutefois lui qui semble avoir déclenché la crise en envoyant son légat à l'un de ces Thuringiens «à cause de sa fille, qui était la fiancée d'un Franc qui s'était fiancé à elle selon la loi des Francs, de manière à ce qu'il lui rendît sa fiancée au moment convenu. Ce dernier, qui avait peu de considération pour les ordres du roi, promit certes de la rendre, mais il rassembla presque tous les Thuringiens et ses parents (*proximi*), et ils voulurent se défendre contre le roi des Francs». C'est alors que Charlemagne se mit en colère et les fit punir par ses *satellites*. Les Thuringiens, atterrés, trouvèrent refuge auprès de saint Boniface – autrement dit: à

Communities in the Early Middle Ages. Texts, Resources and Artefacts, Leyde 2003, p. 269–321, ici p. 288.

²⁸ Annales Fuldenses (voir n. 2), p. 137 (Annales Fuldenses antiquissimi). Sur ces mentions marginales de tables pascales, cf. Richard CORRADINI, Zeiträume – Schrifträume. Überlegungen zur Komputistik und Marginalchronographie am Beispiel der Annales Fuldenses antiquissimi, dans: Walter POHL, Paul HEROLD (dir.), Vom Nutzen des Schreibens, Vienne 2002 (Forschungen zur Geschichte des Mittelalters, 5) p. 113–166, aux p. 134–137. Sur la révolte de Hardrad, cf. Stuart AIRLIE, Charlemagne and the aristocracy: captains and kings, dans: Joanna STORY (dir.), Charlemagne. Empire and Society, Manchester 2005, p. 90–102, ici p. 98–99; Régine LE JAN, Élités et révoltes à l'époque carolingienne: crise des élites ou crise des modèles?, dans: François BOUGARD, Laurent FELLER, EAD. (dir.), Les élites au Haut Moyen Âge: crises et renouvellements, Turnhout 2006 (Collection Haut Moyen Âge, 1), p. 403–423, ici p. 404–410. Sur le souvenir de cette révolte, cf. Rosamond MCKITTERICK, Perceptions of the Past in the Early Middle Ages, Notre Dame 2006 (The Conway lectures in medieval studies), passim.

²⁹ Cf. CORRADINI, Zeiträume (voir n. 28), p. 152.

³⁰ Sur ce manuscrit, cf. Bernhard BISCHOFF, Panorama der Handschriftenüberlieferung aus der Zeit Karls des Großen, dans: Wolfgang BRAUNFELS (dir.), Karl der Große, Lebenswerk und Nachleben, t. 2: Das geistige Leben, Düsseldorf 1965, p. 233–254; rééd. dans: ID., Mittelalterliche Studien. Ausgewählte Aufsätze zur Schriftkunde und Literaturgeschichte, t. 3, Stuttgart 1981, p. 5–38, à la p. 20.

Fulda, dont l'abbé s'entremet pour régler cette affaire. Le roi manda les Thuringiens auprès de lui et ordonna une enquête. L'un d'entre eux, qui n'est pas nommé, est censé avoir directement défié Charlemagne. En suite de quoi, certains des Thuringiens furent envoyés en Italie, d'autres en Neustrie et en Aquitaine, »pour qu'ils jurent fidélité au roi et à ses fils«. Nous avons ici affaire à un pèlerinage politique similaire à celui que l'auteur des »Annales royales« relate, à l'année 757, concernant Tassilon de Bavière³¹. La référence aux fils du roi, dans le serment, correspond aux préoccupations politiques de Charlemagne vers la fin des années 780³². Le texte des »Annales Nazariani« se poursuit par le récit des sanctions prises à l'encontre de ces »Thuringiens« qui ne sont jamais décrits plus précisément. Certains revinrent indemnes de leur périple; d'autres furent conduits à Worms, où ils furent emprisonnés, puis envoyés en exil et aveuglés. Tous leurs biens furent confisqués, sans acception de personne³³. En dépit de son caractère parfois elliptique, ce texte s'avère donc fort riche.

Le fait que les Thuringiens se réfugièrent à Fulda n'étonne guère. La propagande bonifatienne avait présenté l'installation de Sturmi et des disciples de Boniface comme la mise en valeur d'un lieu désert. Or la chose n'est pas exacte³⁴: c'est sur les ruines d'une résidence apparemment luxueuse, détruite par le feu, que s'éleva l'abbaye. Le lieu dont le maire du palais Carloman avait garanti la propriété aux moines n'était donc peut-être pas vraiment une *res nullius*. Reste à savoir qui était maître à Fulda avant Boniface et Sturmi: il est probable que c'était la famille des ducs de Thuringe, assez puissants pour être à l'origine de la Loi Ripuaire, dans le troisième quart du VII^e siècle (le dernier membre de cette famille, Heden le Jeune, soutint l'action missionnaire de Willibrord – mais il représentait un rival pour Charles Martel, qui tira parti de sa victoire à Vinchy, en 717, pour le faire déposer par son peuple³⁵). Il n'est donc pas improbable que certains membres de l'aristocratie thuringienne aient gardé quelque accointance avec la communauté de Fulda; c'était en tout cas, alors, le principal lieu de pouvoir franc dont le statut ecclésiastique permettait

³¹ Cf. Philippe DEPREUX, Tassilon III et le roi des Francs – examen d'une vassalité controversée, dans: *Revue Historique* 293 (1995), p. 23–73, à la p. 40.

³² Cf. Matthias BECHER, Eid und Herrschaft. Untersuchungen zum Herrscherethos Karls des Großen, Sigmaringen 1993 (Vorträge und Forschungen. Sonderband, 39).

³³ Walter LENDI, Untersuchungen zur frühalemannischen Annalistik. Die Murbacher Annalen. Mit Edition, Fribourg/Suisse 1971 (Scriinium Friburgense, 1), p. 159–161.

³⁴ Maria-Elisabeth BRUNERT, Fulda als Kloster in *eremo*. Zentrale Quellen über die Gründung im Spiegel der hagiographischen Tradition, dans: Gangolf SCHRIMPF (dir.), *Kloster Fulda in der Welt der Karolinger und Ottonen*, Frankfurt/M. 1996, p. 59–78.

³⁵ Hubert MORDEK, Die Hedenen als politische Kraft im austrasischen Frankenreich, dans: Jörg JARNUT, Ulrich NONN, Michael RICHTER (dir.), *Karl Martell in seiner Zeit*, Sigmaringen 1994, p. 345–366.

d'espérer quelque sécurité³⁶. Karl Brunner pense par ailleurs qu'il n'est pas exclu que Hardrad appartint à la même parentèle que divers personnages importants, tels l'abbé Baugulf³⁷, l'abbesse Emhilt de Milz³⁸ ou la reine Fastrade³⁹. Le fait que le récit le plus circonstancié provient d'Alsace plaide aussi en faveur de liens entre Hardrad et les grandes familles aristocratiques de la vallée du Rhin moyen⁴⁰. Il s'agit par conséquent d'un personnage allié à la *Reichsaristokratie* et pas forcément d'un rebelle autochtone. Il n'y a pas lieu de s'attarder ici longuement sur le sort réservé aux opposants à Charlemagne, si ce n'est pour souligner que: 1) il s'agit de propriétaires fonciers (leurs *possessiones... vel agros* furent rattachés au fisc: *infiscati*); 2) le périple qu'on leur fit subir met en exergue leur rang social vraisemblablement élevé et l'importance que l'on accordait à la prestation solennelle d'un serment de fidélité de leur part; 3) l'attitude de certains d'entre eux fut assimilée à un crime de lèse-majesté, qui motiva leur aveuglement⁴¹. Il est d'ailleurs fait à plusieurs reprises allusion à leur désir d'attenter à la vie du roi. Mais à aucun moment, dans les »Annales Nazariani«, ce que l'on désigne généralement comme la révolte du comte Hardrad n'est désigné comme tel.

C'est seulement dans les sources proches de la cour qu'il est fait référence à la »conjururation de Hardrad et des Francs orientaux«. Tel est le cas d'une version des »Annales royales« où il est précisé que certains d'entre eux furent punis de mort⁴². Dans sa Vie de Charlemagne, Éginhard confirme cette information⁴³. L'auteur de la version remaniée des »Annales royales« désigne le

³⁶ Sur l'asile et l'immunité, cf. Barbara H. ROSENWEIN, *Negotiating Space. Power, Restraint, and Privileges of Immunity in Early Medieval Europe*, Ithaca 1999; Daniela FRUSCIONE, *Das Asyl bei den germanischen Stämmen im frühen Mittelalter*, Cologne 2003 (Konflikt, Verbrechen und Sanktion in der Gesellschaft Alteuropas. Fallstudien, 6).

³⁷ BRUNNER, *Oppositionelle Gruppen* (voir n. 9), p. 49.

³⁸ Ibid., p. 50. Sur la parentèle de cette abbesse, cf. également Régine LE JAN, *Emhilt de Milz et la charte de fondation de son monastère (784)*, dans: *Retour aux sources. Textes, études et documents d'histoire médiévale offerts à Michel Parisse*, Paris 2004, p. 525–535.

³⁹ BRUNNER, *Oppositionelle Gruppen* (voir n. 9), p. 51.

⁴⁰ Ibid., p. 52.

⁴¹ Sur cette peine, cf. Geneviève BÜHRER-THIERRY, »Just Anger« or »Vengeful Anger? The Punishment of Blinding in the Early Medieval West, dans: Barbara H. ROSENWEIN (dir.), *Anger's Past. The Social Uses of an Emotion in the Middle Ages*, Ithaca 1998, p. 75–91.

⁴² *Annales regni Francorum* (voir n. 22), p. 70 (a. 785): *Et ibi baptizati sunt supranominati Widochindus et Abbi una cum sociis eorum; et tunc tota Saxonia subiugata est.* (leçon D: *Coniuratio Hardradi et orientalium Francorum, qua contra regem conspiraverant, deprehensa est, et auctores eius partim morte partim exilio damnati sunt.*)

⁴³ Éginhard, *Vie de Charlemagne* (voir n. 25), p. 64 (c. 20): [il est d'abord question de la révolte de Pépin le Bossu] *Facta est et alia prius contra eum in Germania valida coniuratio. Cuius auctores partim luminibus orbat, partim membris incolomes, omnes tamen exilio deportati sunt; neque ullus ex eis est interfectus nisi tres tantum; qui cum se, ne comprehenderentur, strictis gladiis defenderent, aliquos etiam occidissent, quia aliter coerceri non poterant, interempti sunt. Harum tamen coniurationum Fastradae reginae crudelitas causa et origo extitisse creditur. Et idcirco in ambabus contra regem conspiratum est, quia uxoris*

«comte Hardrad» comme l'incitateur (*auctor*) de cette *coniuratio*⁴⁴. Or ce n'est également que bien après les événements que Thégan fait de Hardrad un personnage particulièrement éminent: lorsqu'il évoque les complices de Bernard d'Italie, il précise l'ascendance néfaste de l'un d'entre eux, Réginhard, fils du comte Méginhar, dont le grand-père maternel était Hardrad, désigné comme *dux Austriae infidelissimus*⁴⁵ (on dispose par ailleurs d'une autre source soulignant le caractère nobiliaire de cette révolte: l'auteur des «Annales de Lorsch» parle en effet de *quidam comites nonnulli etiam nobilium in partibus Austriae*⁴⁶). Comme on le constate, l'attention des auteurs du deuxième quart du IX^e siècle se concentre sur Hardrad, qui semble à l'origine de l'opposition à Charlemagne. Son mobile n'est toutefois pas facile à établir. Ainsi, Karl Brunner pense que l'anecdote du mariage, relatée plus haut, est une fable⁴⁷. J'incline toutefois à prendre au sérieux le fait que ce qui était en jeu s'avérait un renforcement des alliances entre les familles aristocratiques d'origine locale et les familles franques: même s'il semble très improbable qu'il s'agisse, en la personne d'Hardrad, du Thuringien censé avoir refusé de livrer sa fille fiancée à un Franc, rien ne permet d'exclure qu'Hardrad ait été lié à des membres de l'aristocratie thuringienne – il était en tout cas possible d'accéder à la charge comtale lorsqu'on appartenait à l'aristocratie autochtone: on en tient l'illustration avec le destin du Saxon Hessi, qui se rallia à Charlemagne et dont la fille, Gisèle (une homonyme d'une des filles de Charlemagne!), épousa un aristocrate qui pourrait être originaire de Franconie⁴⁸. Ce parallèle tend à

crudelitati consentiens a suae naturae benignitate ac solita mansuetudine inmaniter exorbitasse videbatur. Ceterum per omne vitae suae tempus ita cum summo omnium amore atque favore et domi et foris conversatus est, ut numquam ei vel minima iniustae crudelitatis nota a quoquam fuisset obiecta.

⁴⁴ Annales regni Francorum (voir n. 22), p. 71 (version remaniée, a. 785): *Facta est eodem anno trans Rhenum apud orientales Francos adversus regem inmodica coniuratio, cuius auctorem Hardradum comitem fuisse constabat.*

⁴⁵ Thégan, *Die Taten Kaiser Ludwigs – Astronomus, Das Leben Kaiser Ludwigs*, éd. par Ernst TREMP, Hanovre 1995 (MGH, SS rer. Germ. 64), p. 212 (*Gesta*, c. 22): *Illud iudicium mortale, quod caeteris factum fuerat, imperator exercere noluit; sed consiliarii Bernhardum luminibus privarunt, similiter et exortatores suos Eggitheum, Reginhardum et Reginarium, qui erat filius filiae Hardradi, qui erat dux Austriae infidelissimus, qui iamdudum insurgere in domnum Karolum voluit et ei regnum minuere, qui eodem supplicio ipse deputatus est, sicut filie suae filius sustinuit cum consentaneis suis.*

⁴⁶ MGH *Scriptores*, t. 1, éd. par Georg Heinrich PERTZ, Hanovre 1826, p. 32 (*Annales Laureshamenses*, a. 786).

⁴⁷ BRUNNER, *Oppositionelle Gruppen* (voir n. 9), p. 51: «das Motiv weist auf eine dahinterstehende dichterische Formung des Stoffes». L'auteur emploie également l'adjectif «épi-que», *ibid.*, p. 52: «Die Art des Berichtes der *Annales Nazariani* deutet darauf hin, daß die Vorfälle sehr rasch im Sinne einer Adelsgruppe episch gefaßt wurden».

⁴⁸ Sur cette question, cf. Philippe DEPREUX, L'intégration des élites aristocratiques de Bavière et de Saxe au royaume des Francs – crise ou opportunité?, dans: François BOUGARD, FELLER, LE JAN (dir.), *Crises* (voir n. 28), p. 225–252, ici p. 232–233.

confirmer la nécessité, pour conférer à ces ralliements un certain degré de stabilité, de les traduire par des alliances matrimoniales. C'est peut-être ce pas-là que les aristocrates thuringiens se refusaient somme toute à franchir. J'hésite cependant à adhérer à l'hypothèse de Walter Schlesinger, qui considérerait que le Thuringien en question rechignait à se soumettre au droit franc⁴⁹ – puisque les fiançailles avaient déjà été célébrées selon cette coutume. (Un bon siècle plus tard, la question du respect de tel ou tel droit en matière matrimoniale et le caractère contraignant des engagements ainsi contractés semblent avoir encore été sujets à discussion, comme l'illustre une décision des Pères du concile réuni en 895 à Tribur, qui évoquèrent le cas d'un Franc ayant épousé une Saxonne selon la coutume de cette dernière pour affirmer la validité du mariage quelle que soit la loi selon laquelle il fut conclu⁵⁰.) En ce qui concerne la révolte associée au nom d'Hardrad, il semble plus probable que ce soit le modèle social dans son ensemble qui posait – temporairement – problème au Thuringien des «Annales Nazariani», assez puissant pour mobiliser ses «compatriotes» et ses *proximi* contre le roi des Francs.

À moyen terme, la participation des membres de la famille de Hardrad aux affaires du royaume ne fut pas remise en cause, puisque l'un de ses descendants comptait parmi les membres de l'entourage du roi d'Italie (ce n'est qu'*a posteriori* – ainsi, chez l'auteur des «Annales royales» du temps de Louis le Pieux⁵¹ et, comme on l'a vu plus haut, chez Thégan – qu'on mit en exergue «la félonie traditionnelle de ce groupe de parenté»⁵²). Si l'on considère que le récit des «Annales Nazariani» n'est pas fondé sur une tradition épique, on se doit d'admettre que le Franc privé de sa fiancée devait être assez puissant pour que Charlemagne considère cet affront comme suffisamment grave pour intervenir.

Tout concorde ainsi pour souligner le caractère nobiliaire de cette conspiration censée avoir pris la forme d'une association jurée (on sait l'opposition de Charlemagne à cette forme de solidarité concurrentielle de la fidélité due au roi⁵³). Par ailleurs, l'évocation conjointe de la peine de mort (dont on ignore la

⁴⁹ Walter SCHLESINGER, *Die Entstehung der Landesherrschaft. Untersuchungen vorwiegend nach mitteldeutschen Quellen*, Dresde 1941 (*Sächsische Forschungen zur Geschichte*, 1), rééd. Darmstadt 1964, p. 51.

⁵⁰ *Capitularia regum Francorum*, t. 2, éd. par Alfred BORETIUS, Victor KRAUSE, Hanovre 1890–1897 (MGH, *Capitularia regum Francorum*, 2), p. 235–236 (n° 252, c. 39).

⁵¹ *Annales regni Francorum* (voir n. 22), p. 148 (a. 817): *Huius coniurationis principes fuere Eggideo, inter amicos regis primus, et Reginhardus camerarius eius et Reginharius Meginharii comitis filius, cuius maternus avus Hardradus olim in Germania cum multis ex ea provincia nobilibus contra Karolum imperatorem coniuravit.*

⁵² Régine LE JAN, *Famille et pouvoir dans le monde franc (VII^e–X^e siècle)*. Essai d'anthropologie sociale, Paris 1995 (*Histoire ancienne et médiévale*, 33), p. 44.

⁵³ Sur ces réseaux de solidarité, cf. Otto Gerhard OEXLE, *Gilden als soziale Gruppen in der Karolingerzeit*, dans: Herbert JANKUHN et al. (dir.), *Das Handwerk in vor- und frühgeschichtlicher Zeit*, t. 1: *Historische und rechtshistorische Beiträge und Untersuchungen zur*

manière dont elle fut exécutée) et de l'aveuglement n'étonne pas (la seconde pouvant d'ailleurs remplacer la première, en fonction, éventuellement, de la qualité des coupables). On considère généralement que la révolte fut déclenchée en réaction à l'introduction de »l'organisation étatique carolingienne«⁵⁴, mais il faut bien reconnaître qu'on en est réduit à des supputations: la seule chose qui semble certaine est que cette révolte – organisée sous la forme d'une association jurée – fut essentiellement nobiliaire. On n'a en tout cas aucun indice d'une implication d'autres catégories sociales. Tel n'est pas le cas en ce qui concerne la révolte qui ébranla l'Empire carolingien au début des années 840.

La révolte des »Stellinga«: contestation d'un modèle de société?

C'est dans la Saxe carolingienne que, semble-t-il, les tensions sociales furent les plus vives au Haut Moyen Âge. C'est, du moins, là qu'on observe le seul mouvement de révolte de grande envergure pour cette époque. On en est revenu de l'analyse selon laquelle il se serait agi d'une révolte paysanne faisant office de prélude à une lutte des classes marxiste⁵⁵. Actuellement, on analyse ce phénomène par rapport à l'aristocratie: en effet, on considère que la conquête carolingienne renforça la position des membres de l'aristocratie par rapport aux autres catégories sociales⁵⁶. Telle est l'interprétation que l'on peut proposer du capitulaire du 28 octobre 797, en comparaison avec la *Capitulatio*

Frühgeschichte der Gilde, Göttingen 1981 (Abhandlungen der Akademie der Wissenschaften in Göttingen, Philologisch-historische Klasse, Folge 3, 122), p. 284–354; ID., *Conjuratio* und Gilde im frühen Mittelalter. Ein Beitrag zum Problem der sozialgeschichtlichen Kontinuität zwischen Antike und Mittelalter, dans: Berent SCHWINEKÖPER (dir.), *Gilden und Zünfte. Kaufmännische und gewerbliche Genossenschaften im frühen und hohen Mittelalter*, Sigmaringen 1985 (Vorträge und Forschungen, 29), p. 151–214.

⁵⁴ BRUNNER, *Oppositionelle Gruppen* (voir n. 9), p. 52: »Anlaß des Widerstandes dürfte die Einführung karolingischer Reichsorganisation in Ostfranken und Thüringen gewesen sein«.

⁵⁵ Cf. déjà Eckhard MÜLLER-MERTENS, *Der Stellingaaufstand. Seine Träger und die Frage der politischen Macht*, dans: *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* 20 (1972), p. 818–842.

⁵⁶ Sur les transformations de la société saxonne à la faveur de la conquête carolingienne, on peut citer en particulier: Friedrich PHILIPPI, *Die Umwandlung der Verhältnisse Sachsens durch die fränkische Eroberung*, dans: *Historische Zeitschrift* 129 (1924), p. 189–232, rééd. dans: Walther LAMMERS (éd.), *Entstehung und Verfassung des Sachsenstammes*, Darmstadt 1967 (Wege der Forschung, 50), p. 33–72; Lutz E. VON PADBERG, *Mission und Christianisierung. Formen und Folgen bei Angelsachsen und Franken im 7. und 8. Jahrhundert*, Stuttgart 1995, p. 267–349; Eric J. GOLDBERG, *Popular Revolt, Dynastic Politics, and Aristocratic Factionalism in the Early Middle Ages: The Saxon Stellinga Reconsidered*, dans: *Speculum* 70 (1995), p. 467–501. Je me permets également de renvoyer à mon étude: »Qu'unis aux Francs, ils ne forment plus qu'un peuple avec eux«: l'intégration de la Saxe au monde carolingien (voir n. 16).

de *partibus Saxoniae*⁵⁷. De même, la Loi des Saxons peut être considérée comme l'illustration des bienfaits que l'aristocratie était en mesure de tirer de son ralliement au pouvoir carolingien⁵⁸. Alors que les *frilingi* (ou *liberi*) et les *lazzi* (ou *lati*) étaient censés participer à la vie politique du temps de l'autonomie saxonne⁵⁹, il semble que les «nobles» (*edhilingui* ou *nobiles*) aient monopolisé le pouvoir après la conquête carolingienne⁶⁰, créant une insatisfaction latente des catégories médianes de la société saxonne dont la crise politique qui suivit la mort de Louis le Pieux et la division au sein de l'aristocratie permirent l'expression violente. La rapidité avec laquelle les «Stellinga» soulevèrent la Saxe laisse penser qu'il ne s'agissait pas d'un mouvement spontané⁶¹. On peut véritablement considérer ce que nous appelons une «révolte» comme une «conjuración» au sens propre: le nom de «Stellinga» que se donnèrent les révoltés, et qui signifie «compagnons», accrédite l'idée qu'ils s'étaient organisés en association jurée⁶².

Nithard prête aux «Stellinga» le désir de renouer avec les anciennes traditions politiques saxonnes, du temps du paganisme. Or il est significatif qu'il présente cela comme le résultat d'une proposition de l'empereur Lothaire:

en Saxe, il envoyait des émissaires aux *friling* et aux *laz*, dont la multitude est immense, pour leur offrir, s'ils suivaient son parti, de leur concéder la même loi que leurs ancêtres avaient eue du temps où ils adoraient les idoles. Ces derniers, désireux par-dessus tout d'en arriver

⁵⁷ Il s'agit d'une comparaison du contexte juridique respectivement créé par ces capitulaires (que les sources narratives permettent aussi d'apprécier) et non d'une comparaison, point par point, des dispositions figurant dans ces deux textes. On ne peut en effet pas établir de correspondance entre les dispositions figurant dans le *Capitulare Saxonicum* et les mesures prises par Charlemagne quinze ans plus tôt, cf. Ernst SCHUBERT, *Die Capitulatio de partibus Saxoniae*, dans: Dieter BROSIUS et al. (dir.), *Geschichte in der Region. Zum 65. Geburtstag von Heinrich Schmidt*, Hanovre 1993, p. 3–28, ici p. 17 – cet auteur se refuse par conséquent à parler d'un «adoucissement» des mesures prises vraisemblablement en 782 par rapport à celles de 797.

⁵⁸ Timothy REUTER, *Germany in the Early Middle Ages, 800–1056*, Harlow 1991, p. 67.

⁵⁹ Vita Lebuini antiqua, éd. par Adolf HOFMEISTER, dans: MGH Scriptores, t. 30/2, Leipzig 1934, p. 789–795, à la p. 793 (c. 4). À ce propos, cf. Matthias SPRINGER, *Was Lebuins Lebensbeschreibung über die Verfassung Sachsens wirklich sagt oder warum man sich mit einzelnen Wörtern beschäftigen muß*, dans: Westfälische Zeitschrift 148 (1998), p. 241–259, rééd. dans: Hans-Jürgen HÄSSLER (dir.), *Sachsen und Franken in Westfalen. Zur Komplexität der ethnischen Deutung und Abgrenzung zweier frühmittelalterlicher Stämme*, Oldenburg 1999 (Studien zur Sachsenforschung, 12), p. 223–239.

⁶⁰ On trouve une seule mention de la participation des diverses catégories sociales aux conflits lors des campagnes de Saxe de Charlemagne, cf. MGH Scriptores, t. 1, p. 296 (*Chronicon Moissiacense*, a. 780): *et Saxones tradiderunt se illi (Charlemagne) omnes, et accepit obsides, tam ingenuos quam lidos*.

⁶¹ GOLDBERG, *Popular Revolt* (voir n. 56).

⁶² Norbert WAGNER, *Der Name der Stellinga*, dans: *Beiträge zur Namenforschung* 15 (1980), p. 128–133.

là, se ligèrent sous le nom nouveau de »Stellinga«, chassèrent presque complètement du royaume leurs seigneurs et vécurent, selon leur ancienne coutume, chacun à leur gré⁶³.

Dans les »Annales de Saint-Bertin«, Prudence de Troyes avance aussi un motif essentiellement religieux⁶⁴. L'expression *dominis e regno poene pulsus* qu'emploie Nithard pourrait faire penser à une révolte autochtone contre des maîtres colonialistes, mais il n'en est rien: la conquête carolingienne ne substitua pas une aristocratie franque à une aristocratie saxonne décimée; au contraire, certaines familles renforcèrent leur position localement en élargissant leur réseau familial par des alliances matrimoniales avec les membres de ce qu'on appelle la *Reichsaristokratie*. On sait, grâce à quelques diplômes de Charlemagne et de Louis le Pieux, que le ralliement de certains membres de l'aristocratie saxonne à la cause franque fut à l'origine de dissensions au sein des élites locales, et qu'il y eut des abus et des injustices. Un miracle survenu en 851, à l'occasion de la translation des reliques de saint Alexandre de Rome à Wildeshausen, à l'initiative d'un descendant de Widukind, en apporte l'illustration: il s'agit de la guérison d'un homme du Threcwitigau (dans la région d'Osnabrück), qui avait été privé de la vue longtemps auparavant (il est question de »vingt ans et même plus«) »en raison de l'envie de ses ennemis, qui avaient la haute main sur le pouvoir judiciaire« (ainsi peut-on rendre, de manière assez libre, le texte de Méginhard de Fulda: *propter invidiam inimicorum suorum, qui sedem legislatorum possidebant*) et qui avaient fait prononcer un *iniustum iudicium*⁶⁵. Il est par conséquent vraisemblable que la révolte des »Stellinga« fut l'occasion de règlements de comptes. Est-ce pour cela qu'il faut lui dénier le caractère de *Ständekampf* que lui confèrent Nithard et les annalistes carolingiens (l'un d'entre eux parle d'une conspiration des *liberti* contre leurs *legitimi domini*⁶⁶, l'autre oppose les *servi* aux *nobiles*⁶⁷), comme le suggère Karl Leyser⁶⁸? Reconnaissons qu'on n'a pas grand-chose de certain

⁶³ Nithard, Histoire des fils de Louis le Pieux, éd. par Philippe LAUER, Paris 1926 (Les classiques de l'histoire de France au Moyen Âge), p. 123 (IV, c. 2).

⁶⁴ Annales de Saint-Bertin (voir n. 1), p. 38–39 (a. 841).

⁶⁵ Bruno KRUSCH, Die Übertragung des Hl. Alexander von Rom nach Wildeshausen durch den Enkel Widukinds, 851. Das älteste niedersächsische Geschichtsdenkmal, dans: Nachrichten von der Gesellschaft der Wissenschaften zu Göttingen, Philologisch-Historische Klasse 1933, p. 405–436, à la p. 431.

⁶⁶ Annales Fuldenses (voir n. 2), p. 33 (a. 842).

⁶⁷ Annales Xantenses et Annales Vedastini, éd. par Bernhard VON SIMSON, Hanovre 1909 (MGH, SS rer. Germ., 12), p. 12 (Annales Xantenses, a. 841).

⁶⁸ Karl LEYSER, Von sächsischen Freiheiten zur Freiheit Sachsens. Die Krise des 11. Jahrhunderts, dans: Johannes FRIED (dir.), Die abendländische Freiheit vom 10. zum 14. Jahrhundert. Der Wirkungszusammenhang von Idee und Wirklichkeit im europäischen Vergleich, Sigmaringen 1991 (Vorträge und Forschungen, 39), p. 67–83.

à opposer à ce modèle, et que l'idée qu'il s'agissait d'une opportunité de contester la *Grafchaftsverfassung*⁶⁹ n'est qu'une hypothèse.

Lothaire semble, au début des années 840, avoir vraiment joué gros en pacifisant, notamment, avec les Vikings. Si l'on en croit Nithard, dont le récit est certes éminemment partisan, c'est donc le fils aîné de Louis le Pieux qui aurait mis le feu aux poudres en faisant aux Saxons de ce qu'on pourrait appeler la »classe moyenne« une proposition subversive, destinée à ébranler le pouvoir de Louis le Germanique – qui sut néanmoins rallier l'aristocratie à sa cause.

Conclusion: Révolte et statut social au Haut Moyen Âge

Le fait que la révolte des »Stellinga« est une révolte anonyme plaide en faveur d'un enracinement en deçà de la strate sociale nobiliaire – ce qui ne signifie pas pour autant qu'il s'agisse d'une révolte du menu peuple. À cet égard – par delà l'époque ottonienne qui connut certes quelques soulèvements de populations mal soumises (tels les Slaves en 983), mais qui est caractérisée (indépendamment du cadre restreint et privilégié de la famille royale et de la haute noblesse) par un remarquable calme social⁷⁰ – on peut se tourner vers la grande révolte de la Saxe contre Henri IV dans les années 1073 et suivantes. On considère aujourd'hui qu'il s'agit essentiellement d'une révolte nobiliaire⁷¹, en réaction à la politique de construction de forteresses voulue par le jeune roi pour affirmer son pouvoir dans la région, quitte à remettre en question certaines libertés particulières. L'irruption du *vulgus Saxoniae*, par exemple lors de la destruction de la Harzburg, en 1074, décrite par Lampert de Hersfeld⁷², ne doit en effet pas faire illusion: en dépit de la menace de réduction en esclavage que l'annaliste fait peser sur »tous les Saxons et les Thuringiens«⁷³, la révolte conduite par Otton de Northeim – déchu du duché de Bavière en 1070 – était pour le moins orchestrée par les membres de l'aristocratie. L'auteur de la »Vie de l'évêque Benno II d'Osnabrück« évoque explicitement le rôle moteur qu'eurent les *potentes et nobiles* sur le *vulgus ignobile* et les paysans⁷⁴. Le fait

⁶⁹ Ibid., p. 70.

⁷⁰ Ibid., p. 71.

⁷¹ Ibid., p. 80.

⁷² Lampert von Hersfeld, *Annalen* (voir n. 26), p. 232.

⁷³ Ibid., p. 174.

⁷⁴ Vita Bennonis II. episcopi Osnabrugensis auctore Norberto abbate, éd. par Harry BRESSLAU, dans: *Lebensbeschreibungen einiger Bischöfe des 10.-12. Jahrhunderts*, trad. par Hatto KALLFELZ, Darmstadt 1973 (*Ausgewählte Quellen zur deutschen Geschichte des Mittelalters*, 22), p. 398 (c. 14): *Plurimo itaque tempore exacto, cum iam bellis undique sopitis pacis diutinae prolixitas insolentiam peperisset, non solum potentes et nobiles quietem*

que les meneurs n'étaient en rien des gens du peuple est prouvé par la mention, dans le »De bello Saxonico« de Brunon, de deux agitateurs s'étant illustrés lors de l'assemblée de Hötensleben et ayant présenté les griefs des révoltés à l'encontre du roi⁷⁵: contrairement à ce qu'on a pu affirmer, Frédéric de Monte, présenté d'ailleurs comme *inter liberos homines vel nobiles eximius*⁷⁶, et Guillaume de Lodersleben n'étaient pas de quelconques *Königsfreie* ayant connu une ascension sociale, mais des membres de la noblesse saxonne (on connaît d'ailleurs l'origine sociale de Guillaume, étudiée par Lutz Fenske⁷⁷). Conformément à l'étymologie même du mot »noble«, ceux que l'on connaît dans cette affaire appartiennent donc à l'élite. Il n'empêche que certains annalistes étaient conscients du fait que les *proceres* pouvaient, afin de servir leurs desseins, exciter le »peuple« à se révolter, comme Hincmar de Reims, dans la seconde moitié du IX^e siècle, l'affirme expressément à propos d'une révolte survenue chez les lointains Bulgares⁷⁸.

Les sources carolingiennes ne font pas seulement allusion à des révoltes ou conspirations dirigées contre le roi. Il y est aussi, rarement, question de contestations du pouvoir des Grands. Tel est le cas dans les »Annales de Fulda«: à l'année 848, il y est relaté comment, lors d'un plaid tenu à Mayence, le roi Louis le Germanique réconcilia avec l'archevêque Raban les *homines* de ce dernier, qui avaient conspiré contre lui et avaient été confondus⁷⁹. D'aucuns pensent qu'il s'agit de vassaux, et non de dépendants⁸⁰. La chose est possible, voire vraisemblable, mais pas absolument assurée. Force est d'observer qu'on ne connaît pas le nom des protagonistes, tout comme on ignore celui des instigateurs de la *seditio* qui, presque vingt ans plus tard, coûta la vie à plusieurs *homines* de l'archevêque de Mayence: en représailles de leur mort, on suppli-

rumpere et seditionibus dissidere persuasit, sed et vulgus ignobile et rusticam conditionem in maiores armavit et novarum rerum suo more cupidam fecit.

⁷⁵ Brunonis Saxonicum bellum, éd. par Hans-Eberhard LOHMANN, dans: Quellen zur Geschichte Kaiser Heinrichs IV., trad. par Franz-Josef SCHMALE, Darmstadt 1974 (Ausgewählte Quellen zur deutschen Geschichte des Mittelalters, 12), p. 226 (c. 26).

⁷⁶ Ibid., p. 214 (c. 16).

⁷⁷ Lutz FENSKE, Adelsopposition und kirchliche Reformbewegung im östlichen Sachsen. Entstehung und Wirkung des sächsischen Widerstandes gegen das salische Königtum während des Investiturstreits, Göttingen 1977 (Veröffentlichungen des Max-Planck-Instituts für Geschichte, 47), p. 293–325.

⁷⁸ Annales de Saint-Bertin (voir n. 1), p. 133 (a. 866): *Rex Bulgarorum, qui praecedente anno, Deo inspirante et signis atque afflictionibus in populo regni sui monente, christianus fieri meditatus fuerat, sacrum baptismum suscepit. Quod proceres sui moleste ferentes, concitaverunt populum adversus eum, ut illum interficerent.*

⁷⁹ Annales Fuldenses (voir n. 2), p. 37 (a. 848): *Homines etiam Hrabani episcopi adversus dominum suum conspirantes publice convictos cum eo pacificavit.*

⁸⁰ Wolfgang EGGERT, *Rebellionen servorum*. Bewaffnete Klassenkämpfe im Früh- und frühen Hochmittelalter und ihre Darstellung in zeitgenössischen erzählenden Quellen, dans: Zeitschrift für Geschichtswissenschaft 23 (1975), p. 1147–1164, aux p. 1152–1153.

cia les meneurs⁸¹ – eux aussi anonymes. Ces deux exemples, qui placent les *homines* de l'archevêque de Mayence tantôt parmi les comploteurs, tantôt parmi les victimes d'une révolte, illustrent donc les limites du critère d'analyse sociologique de la mention nominale des protagonistes d'un acte séditieux. L'allusion à la pacification des *homines* ayant conspiré contre Raban prouve la possibilité d'une autre issue que la simple condamnation, et laisse la porte ouverte à l'aménagement de certaines concessions.

Il convient de se montrer prudent quant à l'analyse de toutes les répressions de révoltes et de conjurations comme l'expression de la lutte des classes. Une allusion, dans les »Annales de Saint-Bertin«, au combat contre les Vikings entre Seine et Loire en 859 en offre l'illustration⁸²: n'en déplaise aux historiens de l'ex-RDA⁸³, les *potentiores nostri* (c'est l'évêque Prudence de Troyes qui parle) avaient certainement moins pour objectif d'opprimer le *vulgus promiscuum* – bien que cette répression montre l'efficacité du pouvoir aristocratique dès lors qu'il est coordonné⁸⁴ – que de réprimer le fait même de se lier par serment (cette *coniuratio* était d'ailleurs survenue imprudemment: *incaute*), c'est-à-dire d'instituer des solidarités susceptibles de concurrencer le pouvoir pyramidal remontant jusqu'au roi. Par conséquent, toute conjuration, même exempte d'idée de complot, pouvait être assimilée à un acte de contestation du pouvoir en place ou à une conspiration. Toutes les catégories sociales pouvaient être amenées à se lier ainsi en une *caritas*; seules les associations de grande envergure et coordonnées à une large échelle s'avéraient dangereuses (et leur répression, digne d'être mentionnée). Les seules révoltes qui semblent avoir ouvert quelque perspective de négociation sont les révoltes nobiliaires: c'est, somme toute, moins à changer la société qu'à garantir des privilèges qu'elles servirent par conséquent.

⁸¹ Annales Fuldenses (voir n. 2), p. 65, a. 866.

⁸² Annales de Saint-Bertin (voir n. 1), p. 80, a. 859.

⁸³ EGGERT, *Rebelliones servorum* (voir n. 80), p. 1152.

⁸⁴ Cf. GOLDBERG, *Popular Revolt* (voir n. 56).